



Communiqué de presse du 18 avril 2024

SUD Michelin tient à réagir aux annonces faites par la direction de l'entreprise à l'occasion du Media Day 2024.

Concernant le « socle de protection sociale », SUD se réjouit de la mise en place de ce socle à l'échelle mondiale. Les systèmes n'étant pas les mêmes à travers le monde, il est nécessaire de garantir une protection sociale de qualité afin de protéger l'ensemble des salariés du Groupe et leur famille.

Concernant le salaire « décent », on peut peut-être se féliciter d'être dans une entreprise certifiée « Global Living Wage Employer », de l'ONG Fair Wage Network, qui atteste que l'ensemble des salariés du Groupe perçoivent une rémunération au moins équivalente au « living wage ».

Cependant, si nous regardons les chiffres présentés, il est tout de même très difficile de vivre à Clermont-Ferrand avec environ 2 100 € bruts mensuels pour une famille de 4 personnes s'il n'y a pas d'aides sociales. Surtout si nous prenons l'ensemble des éléments énumérés par ce « living wage » (alimentation, logement, énergie, transport, éducation des enfants, frais de santé, constitution d'une épargne de précaution, ...).

En 2014, l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale avait calculé qu'il fallait disposer d'un budget de 3 284 € pour qu'une famille de 4 personnes puisse vivre décemment. En 2022, en prenant en compte les indices de prix, ce budget atteignait 3 744 €.

Le salaire « décent » présenté est bien loin de cette réalité. La réalité, c'est que de nombreux salariés sont en mode survie depuis 3 ans et que nous en voyons de plus en plus qui sont obligés d'avoir une deuxième activité pour pouvoir vivre décemment. C'est un paradoxe dans une entreprise qui n'a jamais gagné autant d'argent.

De plus, SUD Michelin tient à souligner que cette communication de l'entreprise intervient alors que nous sommes très inquiets pour l'avenir de nos emplois avec les baisses de volumes à produire. L'entreprise a annoncé fin 2023 l'arrêt des activités semi-finis et pneus poids-lourd d'Hombourg, ainsi que la fermeture des usines de Karlsruhe et Trèves en Allemagne et d'Ardmore aux Etats-Unis. Ces annonces impactent directement un peu plus de 2 900 salariés.

En conclusion, le « living wage » ne suffit pas. L'entreprise ne peut pas demander à des personnes d'être engagées quand elles sont en mode survie et qu'on ne leur donne pas de perspectives avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête.

Le bureau national SUD Michelin

Contact : Nicolas ROBERT 06-59-71-20-18